

**COMPTE RENDU DE LA CONSULTATION PREPARATOIRE A LA  
REUNION DES EXPERTS SUR UN OBSERVATOIRE DES POLITIQUES  
CULTURELLES  
en Afrique**

(Kinshasa, Hotel Memling, Lundi 14 août 2000)

A l'initiative de l'UNESCO il s'est tenu, le lundi 14 août 2000 à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, une réunion appelée consultation au sujet de la création d'un observatoire des politiques culturelles en Afrique.

Prenaient part à cette réunion des représentants de l'Université de Kinshasa, des grandes institutions et organisations culturelles africaines, des fondations Ford et Hicter ainsi que de l'OUA et de l'UNESCO.

La liste exhaustive des participants est annexée au présent rapport.

**DEROULEMENT DES TRAVAUX**

**OUVERTURE**

Le mot d'ouverture de la rencontre a été prononcé par le conseiller culturel régional, Monsieur Mbuyamba Lupwishi. Remerciant le Professeur Mpeye Recteur de l'Université de Kinshasa pour sa disponibilité, preuve de son engagement à la cause culturelle, il a salué Monsieur Marcel Diouf, représentant de l'OUA, dont la présence a donné une dimension panafricaine à la rencontre, pouvant ainsi bénéficier de sa solide expérience dans le domaine des politiques culturelles en Afrique grâce au mandat exceptionnel et fructueux qu'il assume à l'OUA depuis plus de 20 ans comme Chef de la division de l'éducation des sciences et de la culture.

Monsieur Mbuyamba s'est également félicité de compter parmi les notabilités invitées à la réunion des

personnalités dont l'action culturelle a été particulièrement marquante sur le plan africain

Après cette brève introduction, la parole a été donnée au Recteur de l'Université, Ce dernier a remercié à son tour le représentant de l'UNESCO pour son mot d'introduction et pour avoir associé l'Université de Kinshasa ainsi que d'autres institutions congolaises d'enseignement supérieur à la réunion.

Soulignant la convergence des perspectives entre les projets de l'UNIKIN et l'objet de la rencontre, il a promis sa contribution scientifique personnelle ainsi que celle de l'UNIKIN pour que le projet de l'Observatoire aboutisse, s'engageant à se faire l'avocat du projet auprès du Ministre de l'Education nationale

#### REMARQUES PRELIMINAIRES

Monsieur Mbuyamba a présenté alors la genèse du projet de l'Observatoire en la situant d'abord dans le cadre de la série des rencontres internationales consacrées aux questions de CULTURE et de DEVELOPPEMENT (Conférence sur les politiques culturelles à Accra, à Lomé, à Mexico, à Stockholm, etc...) Ces rencontres et les débats qui les ont alimentées ont démontré combien la culture devenait un enjeu vital pour tout homme et tout l'homme dans sa quête de maîtriser son espace et son devenir.

Le projet d'un Observatoire, d'après l'orateur, devrait fédérer, rendre plus visible et renforcer divers projets d'animation, de gestion ou de formation culturelle en cours en Afrique.

Au point de vue méthodologique la présente réunion devrait être considérée comme une phase de consultation collective préparatoire à la réunion proprement dite des experts.

Il s'agirait, à l'issue de la session, d'élaborer un document de justification du bien-fondé de

l'Observatoire dans ses aspects pratiques, stratégiques et prospectifs.

Après ces remarques préliminaires, la réunion devait aborder la revue de certains projets culturels régionaux qui marquent la coopération culturelle africaine

## **Point I PRESENTATION DES PROJETS**

### **1. FORUM CULTUREL MONDIAL**

Prenant le premier la parole, le Dr PWONO, représentant de la Fondation Ford a fait état de l'expérience qu'il a tentée à l'Université de Pittsburgh en vue de créer un noyau de formation en gestion culturelle. Cette expérience d'après lui, l'aurait conforté dans la nécessité de la mise en place des réseaux régionaux et internationaux de professionnels d'actions culturelles.

Le Forum Culturel Mondial qu'il envisage dans ce cadre et qui a comme ambition de réunir ces professionnels venant des quatre coins du monde, devrait répondre à trois types de nécessités: , celle d'un réseau de professionnels actifs, celle de l'interdisciplinarité et celle de l'activité des marchés internationaux.

Ce forum par ailleurs devrait être à même de rendre compte de l'état général de la culture à travers le monde.

### **2. CENTRE REGIONAL D'ACTION CULTURELLE (CRAC)**

Monsieur Diouf devait à son tour faire la présentation du CRAC. Emanant de l'ICAM (Institut Culturel Africain et Mauricien) puis de l'ICA (Institut Culturel Africain), le CRAC a fonctionné dans un premier temps comme un centre de formation du personnel de la culture, a vocation intergouvernementale, avec le soutien de la coopération française, suisse et belge.

Comme toutes les organisations intergouvernementales africaines cet institut a été confronté à de très sérieux problèmes de financement ainsi que d'harmonisation des objectifs académiques autant que des programmes d'enseignement entre les pays intéressés.

Pour le moment, l'Institut a revu son mode de fonctionnement et sur base des besoins exprimés par les Etats et de leurs contributions conséquentes, des modules sont programmés au profit des candidats sélectionnés.

### 3. AFRICOM (African International Council of Museums)

En présentant AFRICOM, Mme SHAJE sa présidente a fait remarquer qu'au départ l'ONG était un programme de l'ICOM. C'est lors de la réunion des professionnels africains de musées à Lusaka en Octobre 1999 qu'AFRICOM a été constituée en ONG. Au cours de cette assemblée, les statuts de l'AFRICOM ont été adoptés, le plan d'activités pour les 3 prochaines années élaboré et les membres du conseil d'administration élus.

Comme ONG, l'objectif primordial d'AFRICOM est de travailler pour "l'Afrique des peuples", pour les aires culturelles authentiques, au delà des frontières administratives souvent fictives. Pour le moment, AFRICOM s'active à consolider les mécanismes de protection des oeuvres, à établir les normes d'inventaire des objets, à harmoniser les terminologies techniques, à promouvoir et à adapter les instruments pédagogiques.

### 4. INADEP (Institut Panafricain d'Etudes Prospectives)

Pour le professeur YOKA, il faut chercher les origines de l'INADEP en 1985, à l'occasion du Symposium International de Kinshasa, " L'Afrique et son avenir", qui commémorait entre autres anniversaires le centenaire de la Conférence de Berlin. L'on sait que

le Symposium s'était fixé pour thème central l'évaluation des idéologies en place en Afrique ainsi que des stratégies de développement adoptées par les hommes politiques. Le diagnostic a été sévère: manque de vision politique, recul de l'éducation nationale, négligence de la recherche scientifique et technologique, etc..

En ce qui concerne les objectifs, il avait été décidé qu'au-delà de l'avenir et du devenir de l'Afrique, l'INADEP devrait.

Servir de repère pour toute action de développement et d'intégration régionale,  
Servir de point d'agitation d'une pensée moderne et révolutionnaire,  
Servir de point de synergie des centres nationaux par diverses formes d'échanges,  
Approfondir la recherche et les études en égyptologie.

Quant au bilan, l'INADEP n'a pas tenu les promesses qui ont entouré sa naissance faute de volonté politique et d'un partenariat actif et diversifié.

5. CICIBA (Centre International des Civilisations Bantu)

M.Corneille Monoko, Secrétaire Permanent du CICICBA-RD Congo a centré son exposé sur les projets suivants:

1. Promotion des droits culturels avec le projet d'un Observatoire des droits culturels au Congo: échanges d'informations, inventaire des droits culturels, dénonciation des violations, mise en commun des instruments juridiques.
2. Mise sur pied d'un Laboratoire des politiques culturelles avec possibilité d'une banque de données et d'éditer une revue. Ce Laboratoire devrait concerner les partenaires de l'Afrique centrale en priorité;
3. Concertation sur les événements culturels avec la mise en place d'une plate-forme des organisateurs

des " fêtes" culturelles, avec des sessions de formation pour les organisateurs de marchés culturels.

C'est dans cette perspective que le CICIBA-RD Congo a participé en août 2000 à la session de formation des formateurs en gestion organisée par la Fondation belge Marcel HICTER, et initié l'organisation de la Foire du Livre de Kinshasa," Bibliophilie:. Cette foire qui en sera à sa 4ème édition en 2000 a vocation sous-regionale.

#### 6. FESPAM (Festival Panafricain de Musique)

Le professeur AKA-EVY, Commissaire Général du FESPAM, a indiqué que cette institution est une création de l'OUA décidée lors de sa session de 1986 à Port Louis (Ile Maurice). Son siège est à Brazzaville. Il est organisé en partenariat avec l'UNESCO, le Conseil International de la Musique (CIM) et le CICIBA. Il jouit d'une autonomie financière et est dirigé par un Comité de Direction. Le Commissariat Général est son organe exécutif.

Le Comité de Direction est actuellement présidé, selon l'accord cadre entre le Gouvernement de la République du Congo Brazzaville et l'OUA, par le Ministre de la culture et des arts.

Le FESPAM a pour objectifs, l'organisation:  
d'un grand festival de Musique moderne, traditionnelle, vocale, instrumentale et savante d'Afrique et de la diaspora;  
d'un symposium scientifique sur les différents aspects de la musique africaine;  
d'une exposition d'instruments traditionnels de musique  
d'un marché africain de musique: le Musaf;  
de la mise en palce d'un musée panafricain de musique et d'un centre panafricain d'études et de documentation musicologiques.

Le professeur Aka-Evy a par ailleurs annoncé que la prochaine édition du FESPAM aura lieu à Brazzaville du 3 au 9 août 2001 sur le thème: "Les musiques africaines à l'aube du XXIème siècle. Evolution historique et tendances modernes.

Le symposium, quant à lui, se consacrera au thème: "Le tambour africain: Documents historiques et source de la world music"

Déjà, un Comité scientifique se réunira en novembre 2000 à Brazzaville pour la mise sur pied du Musée Panafricain de Musique et du centre panafricain d'étude et documentation musicologiques.

## 7. BIENNALE DES LETTRES

Après cette esquisse sur le FESPAM, le professeur Aka-Evy est passé, sur demande du Président de la séance, à la présentation du projet de la Biennale des lettres. Au départ, Biennale des Arts et des lettres de DAKAR, l'institution ne s'est pas consacrée aux "lettres" Ce volet sera désormais organisé à Brazzaville. C'est à Stockholm en 1998, lors de la Conférence Générale de l'UNESCO, que le Congo avait annoncé la reprise et la tenue de cette biennale à Brazzaville.

La pré-consultation pour l'organisation de cette Biennale se déroulera à la fin de l'année 2001 à Brazzaville tandis que la Biennale elle-même se tiendra au mois de février 2002. L'OUA, l'UNESCO et de grandes maisons d'éditions africaines et internationales participeront à l'organisation de cette manifestation. De grands écrivains et homme de culture d'Afrique et de la diaspora en seront les parrains.

## 8. IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales)

En vue de redynamiser l'IRES dont il est chercheur mais surtout en vue de rendre opératoires les objectifs de la cellule qu'il dirige, à savoir "Dynamique des systèmes Economiques et Sociaux Africains", Pr KABEYA T. a avancé les propositions suivantes qui constituent en fait tout un programme d'action:

Recenser les théories explicatives et prospectives sur les économies et les sociétés africaines, en réévaluer la pertinence à la lumière des évolutions en cours;

Approfondir la connaissance empirique de l'Afrique, et contribuer à la constitution d'une base de données

Formuler des propositions de politique économique et sociale visant le développement sur un fond de la conjoncture économique et sur base des spécificités socioculturelles et dans le cadre de la mondialisation en cours;

Renforcer chez les chercheurs l'esprit de rigueur scientifique et l'ouverture sur d'autres disciplines du savoir.

#### 9. CENTRE PANAFRICAIN DE FORMATION ET DE GESTION CULTURELLES

L'idée de ce Centre ,d'après M PWONO, qui en est l'initiateur, est née après la Conférence intergouvernementale de l'UNESCO à Stockholm en 1998. Pour lui, il s'agit de rendre efficace en théorie et dans la pratique socio-politique la dimension culturelle du développement.

Le centre a donc comme ambition d'inculquer aux candidats l'esprit d'entreprise et de créativité, la rigueur dans la conception, la réalisation et l'évaluation des projets concrets de développement.

**D'autres informations ont été livrées concernant des projets socioculturels à dimension panafricaine. Il s'agit des projets ci-après:**



## - CENTRE REGIONAL DE LA DIVERSITE CULTURELLE

Ce centre dont la mise en oeuvre est projetée par l'Université du Botswana aurait comme objectif principal le rôle de la culture dans la prévention des conflits et des calamités (guerres) catastrophes, (SIDA). Un argumentaire a été distribué articulant la démarche du projet

## - PROJET DE CONSERVATION DE L'UTILISATION DURABLE DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Un document d'informations a été remis aux participants par Mme NGANDU BIBI qui anime le projet avec le concours du PNUD

Mais la revue des neuf projets culturels africains n'avait pour but que de faire une autopsie générale des politiques culturelles et de fonder sur ce constat la démarche qu'elle propose en vue d'encadrer les volontés et les pratiques engagées dans le débat du développement culturel

## **Point II PROJET D'UN OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES EN AFRIQUE**

### 1. JUSTIFICATIONS

La réunion abordant ce point de l'ordre du jour, au centre de la consultation, a identifié les éléments essentiels qui fondent le projet. Ces éléments sont les suivants:

- nécessité d'une synergie des politiques culturelles élaborées par les gouvernements et les ONGS en Afrique et dans le monde;
- nécessité d'un espace de référence, de coordination et de ressourcement culturels pour les Africains;

- nécessité d'un espace d'observation, de suivi et de réajustement d'expériences dans tous les secteurs de la vie socioculturelle;
- nécessité d'un espace qui serait le lieu de réflexion et d'élaboration d'une vision dynamique et audacieuse d'une Afrique portée vers le progrès et l'avenir grâce à ses richesses, à son genre et à sa diversité culturelle.

## 2. OBJECTIFS ESSENTIELS.

Pour l'Observatoire, des objectifs principaux ont été précisés.

Collecter toute information utile en matière d'action et de politique culturelle. Constituer une banque de données;

Inventorier et évaluer les actions menées par les réseaux culturels africains et les comparer avec celles d'ailleurs afin de les mettre à la disposition des professionnels de terrain mais aussi de favoriser des échanges féconds grâce à un partenariat ouvert perspicace et efficace;

Assister les décideurs africains dans l'élaboration des politiques culturelles mieux profilées;

Suivre avec attention, voire avec vigilance, les engagements pris par les Etats africains en matière de développement culturel, notamment en ce qui concerne les conditions de travail, la protection des oeuvres, la prévention des conflits, le respect des droits de l'homme;

Faire émerger des créneaux originaux de créativité et d'innovation;

Défendre le patrimoine, les traditions ainsi que la mémoire collective face aux assauts de la standardisation et d'une mondialisation écrasante;

Élaborer une vision puissante et mobilisatrice pour l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

## 3. RESULTATS ATTENDUS

Plusieurs types de résultats peuvent être envisagés pour un tel projet

#### 4. RESULTATS D'ORDRE PRATIQUE

Les Gouvernements et les professionnels de la culture pourront disposer des politiques culturelles élaborées La synergie des institutions et des réseaux existant sera effective et efficace grâce à un espace de coordination;

Les institutions et les réseaux pourront disposer des données et des analyses inédites;

Les institutions et les réseaux pourront compter sur des opérateurs culturels formés.

#### 5. RETOMBÉES D'ORDRE SOCIO-POLITIQUE

Les décideurs et les professionnels de la culture pourront obtenir des réponses et des solutions concrètes aux questions et défis prioritaires de suirvie, de démocratie de la culture africaine;

à la longue l'Observatoire pourra mettre à la disposition des groupes-cibles les instruments pédagogiques et les données réelle pour la promotion de la culture démocratique et donc de la culture de la paix;

l'Observatoire sera à même d'aiguiser chez les professionnels et les créateurs le sens de la créativité et l'esprit d'entreprise qui sont les ressorts d'une société africaine engagée sur la voie du développement;

L'Afrique pourra disposer d'un espace culturel éclaté où le citoyen africain habituellement confiné derrière les barrières et les politiques identitaires, pourrait se ressourcer aux souffles vivifiant de la diversité et de l'universel.

Mais quelles pourraient être les tâches quotidiennes d'un Observatoire?

#### 6. ACTIVITES

Quatre types d'activité ont été identifiés.  
Enquêtes et recherche en vue de la constitution d'une banque de données sur les conditions de travail ainsi que le savoir -faire des professionnels de la culture, des institutions, des réseaux et des Etats;  
Diffusion périodique de l'information par le biais d'une revue spécialisée;  
Formation des opérateurs culturels et organisation des rencontres professionnels;  
Consultation sur les questions majeures de géopolitique et de politique culturelle.

## 7. STRUCTURE

Comment pourrait - ou concevoir le fonctionnement de l'ensemble?

Un conseil d'Administration constitué d'un groupe de notabilités et de personnalités de grande envergure sociale, intellectuelle et morale susceptibles d'influencer les professionnels mais aussi les décideurs au plus haut niveau des Etats.

Un secrétariat technique souple, dynamique et bilingue constitué d'une équipe de 5 personnes dont 1 Coordinnateur, 1 Assistant, 1 Secrétaire, 1 gestionnaire de l'information et 1 gestionnaire de finances (à titre indicatif).

A cela s'ajouterait une équipe de consultants et une équipe de correspondants en Afrique et à travers le monde.

## 8. INFRASTRUCTURE

La question des infrastructures n'a pas fait l'objet de discussion, les experts ayant estimé qu'elles restent à l'appréciation du pays hôte, le critère de désignation pouvant en être défini ultérieurement.

## 9. PARTENAIRES

Dans un premier temps, les experts ont ciblé prioritairement, outre les universités, les personnalités aussi bien du monde culturel que du monde politique;

Les institutions suivantes ont été également considérées en priorité:

- L'UNESCO
- L'OUA
- La Fondation Ford (USA)
- Les organismes représentés à la réunion étant entendu que leur contribution à la création de l'Observatoire peut prendre des formes diverses, y compris financières.

## 10. STRATEGIE D'IMPLANTATION

Tout comme pour les infrastructures, les stratégies d'implantation n'ont pas fait l'objet de discussion. Elles seront élaborées lors de la prochaine réunion d'experts.

## CONCLUSIONS

### 1. Le sens des débats

Tout au long des travaux, notamment au cours de la partie consacrée au projet proprement dit de l'Observatoire, les participants ont mis l'accent sur les points suivants:

Nécessité de doter l'Observatoire de garanties d'efficacité et d'un pouvoir moral influent, garanties que l'institution est en droit d'attendre de ses compétences et de ses performances sur le terrain;

Nécessité de favoriser un partenariat ouvert et actif;

Nécessité pour l'Observatoire de cultiver une vision panafricaine qui en fasse en même temps un partenaire incontournable sur la scène internationale;

Nécessité pour les décideurs africains de manifester une volonté politique claire pour le changement et une vision prospective audacieuse pour le développement.

## 2. Clôture des travaux

La conclusion de la réunion revenait au représentant de l'OUA.

Après s'être félicité de la réussite des travaux, Mr DIOUF a regretté, dans son mot de clôture, que l'Afrique centrale ne favorise pas souvent des rencontres de si bon niveau alors que tant d'initiatives positives y ont lieu et qu'elle est appelée à retrouver sa vocation de "coeur" et de moteur du continent.

Pour lui, l'Observatoire, comme ONG, est un atout indispensable: non seulement il viendra combler des lacunes à divers niveaux en termes d'information et d'élaboration des politiques culturelles, mais il servira en outre d'espace, de cadre de renforcement, d'évolution et de développement culturels.

Dans une autocritique courageuse, Mr DIOUF a relevé la responsabilité des technocrates et des professionnels de la culture eux-mêmes dans la faillite des politiques culturelles.

Il a enfin souhaité que l'Observatoire soit également le lieu d'échanges diversifiés et en tous sens, notamment dans le sens sud-sud (par exemple avec les pays émergents d'Asie).

Fait à Kinshasa, le 15 Août 2000.